

PLAN - PLAN - RATAPLAN!...

«Le Monde» du 21 juin rend compte d'une conférence de presse de Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., présentant le «programme d'action de la C.G.T.».

On remarquera que «Le Monde» qui, comme naguère «Le Temps» peut être considéré selon l'excellente formule de Jules Guesde, comme «*la bourgeoisie faite journal*», témoigne de beaucoup de complaisance à l'égard des stalinien de la C.G.T.

Le titre d'abord: «*la C.G.T. va, sur plusieurs points, beaucoup plus loin que le Programme Commun*», ce qui semble indiquer de la part de la centrale stalinienne, une espèce de surenchère sur les objectifs du programme commun... Cependant, à la réflexion l'assertion n'est pas fausse, mais dans quel sens?

Il suffit de lire ce que dit Krasucki pour comprendre la signification des «*exigences*» de la C.G.T.: «*La C.G.T. sera pour un Gouvernement de Gauche un appui responsable et exigeant*».

Bien! et Krasucki affirme: «*la volonté de la C.G.T. d'avoir une attitude constructive, et de rejeter le débordement et la surenchère*».

Nous voilà prévenus: la grève risque de redevenir comme en 1946 «l'arme des trusts».

Mais bien entendu, une telle bonne volonté se paie et la C.G.T. affirme «*l'exigence de jouer un rôle important lors de la venue d'un gouvernement de gauche*».

Passons sur le catalogue revendicatif mis en avant par la C.G.T. Tout comme le programme commun, il risque, le moment venu, d'être «actualisé». Mais ce qui est important c'est ce qu'affirme la C.G.T. quant aux réformes de structures. C'est ainsi que Krasucki, qui semble apparemment totalement dépourvu d'humour, à moins qu'il ne pratique l'humour noir, affirme le plus sérieusement du monde: «*...vouloir une planification démocratique... excluant tout autoritarisme et décentralisée!...*».

Quant au rôle des syndicats, il est ainsi défini par Krasucki: «*les syndicats, dit-il, indispensables pour aider les travailleurs à relier les problèmes d'un atelier, d'un service, à ceux d'une industrie, à ceux de l'économie nationale et aux besoins sociaux dans leur ensemble*».

Et, bien entendu, cette nouvelle conception du rôle du syndicat, conduit tout droit à l'intégration des syndicats dans l'Etat.

Sur ce plan-là, la C.G.T. n'y va pas de main morte. Elle demande «*des pouvoirs importants aux Comités d'Entreprise*».

Elle veut «*démocratiser la composition et élargir les pouvoirs du Conseil Economique et Social, des commissions sectorielles du Plan, des comités économiques et sociaux régionaux*».

De plus, au Conseil Economique, la C.G.T. demande qu'«*un poids accru soit donné aux représentants syndicaux, conformément A LA REPRESENTATIVITE DE LEURS ORGANISATIONS*».

Voilà qui est clair, la C.G.T. entend bien s'octroyer la part du lion dans les organes de l'Etat, ce qui, P.C. + C.G.T., risque d'aboutir à un noyautage savamment orchestré.

Enfin, la C.G.T. réclame «*dans toutes les entreprises des droits étendus et des moyens d'information accrus en faveur des organisations syndicales, ainsi que DES POUVOIRS IMPORTANTS POUR LES COMITES D'ENTREPRISE*», qui, comme chacun sait, ne sont pourtant que les continuateurs des fameux «*comités sociaux*» de Pétain.

Mais l'association capital-travail que de Gaulle n'a pas pu imposer risque fort, en cas de victoire de la Gauche, d'être appliquée... à la demande de la C.G.T. C'est ainsi que Krasucki demande «*que les travailleurs bénéficient d'un droit de recours suspensif pour tout ce qui concerne l'emploi, les investissements, les retraites, le travail, l'hygiène, etc...*».

Autrement dit, les travailleurs doivent participer à la gestion des entreprises capitalistes.

Mais tout cela exige un encadrement sérieux de la classe ouvrière qui, n'en doutons pas, risque de ne pas apprécier la surexploitation que ces mesures annoncent.

Sur ce plan-là les staliniens sont des gens sérieux. Aussi demandent-ils que «*les contributions des entreprises à ces activités sociales ne soient pas inférieures à 3% des salaires versés*».

Voilà de quoi payer de nombreux permanents!

Bien entendu les mauvais coucheurs du genre «*anarcho-syndicalistes*» qui auraient le mauvais goût de ne pas vouloir s'associer à cette vaste entreprise d'encadrement de la classe ouvrière, sont d'ores et déjà caractérisés, puisque toujours selon Krasucki: «*les voies et les moyens pour favoriser le socialisme en France, doivent être l'œuvre commune des formations politiques et des syndicats intéressés*» qui doivent aboutir à «*la nécessaire élaboration de positions communes rassemblant les forces qui luttent pour le socialisme*».

Liberté, que de crimes on commet en ton nom!

Socialisme, que de crimes on commet en ton nom !

Alexandre HEBERT.
